

Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); [26 janvier 1948] (p. 195); [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôt :

Le 19 décembre 1947, une proposition de loi tendant à ramener au 1^{er} mars 1948 le nombre des fonctionnaires à celui qui existait au 1^{er} janvier 1939, n^o 2947.

Interventions :

S'excuse de son absence [27 décembre 1946] (p. 370); [7 février 1947] (p. 220); [18 février 1947] (p. 355); [11 mars 1947] (p. 795); [22 juillet 1947] (p. 3348); [8 mars 1948] (p. 1553); [2 juin 1949] (p. 3072); [24 juin 1949] (p. 3766); [21 mars 1951] (p. 2443); [19 avril 1951] (p. 2538). = Obtient des congés [7 février 1947] (p. 220); [18 février 1947] (p. 355); [22 juillet 1947] (p. 3348); [8 mars 1948] (p. 1553); [2 juin 1949] (p. 3072); [24 juin 1949] (p. 3766); [21 mars 1951] (p. 2443); [19 avril 1951] (p. 2538).

BOUGRAIN (M. Patrice), *Député de Saône-et-Loire.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des finances [3 décembre 1947] (p. 5451). — Est élu secrétaire de la Commission de la défense nationale [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de l'ordonnance n^o 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, mobilisés, prisonniers de guerre et déportés, n^o 1164. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n^o 45-280 du 22 février 1945 et la loi n^o 46-1065 du 16 mai 1946 relatives aux comités d'entreprises, n^o 1417. — Le 5 juin 1947, une proposition de loi tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques et à créer en leur faveur une décoration spéciale, n^o 1567. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. Les propositions de loi : 1^o de M. Serre tendant à organiser la restitution des véhicules automobiles réquisitionnés par suite de l'état de guerre; 2^o de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux anciens propriétaires d'obtenir le remplacement par des voitures automobiles neuves des véhicules qui leur ont été réquisitionnés par les armées alliées, au cours des opérations militaires qui se sont déroulées en 1944, sur le territoire métropolitain; 3^o de MM. André Denis et Serre tendant à l'attribution par priorité de véhicules automobiles provenant des Domaines et des surplus américains aux Français dont les voitures ont été réquisitionnées par fait de guerre ou saisies par l'autorité occupante sous condition de restitution de l'indemnité reçue. II. Les propositions de résolution : 1^o de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à assurer une juste indemnisation aux propriétaires de véhicules réquisitionnés; 2^o de MM. Edgar Faure et Morice tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un dédommagement équitable pour les prestataires des réquisitions d'automobiles; 3^o de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ou volés pendant la guerre et l'occupation lors des ventes organisées par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, n^o 1622. — Le 7 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Jullien transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à ouvrir des droits à la médaille de la résistance aux évadés de France titulaires de la

médaille des évadés ayant pris du service dans les F.F.C., C.F.F.L. ou la 1^{re} armée, et été cités à l'ordre de l'armée, n° 1916. — Le 7 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires, n° 1922. — Le 9 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par l'article 182 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, et relatif à l'exonération de certains assujettis aux allocations familiales agricoles, n° 1959. — Le 11 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de l'ordonnance n° 45-15 du 6 janvier 1945 relative à la confiscation des profits illicites, en ce qui concerne la désignation d'experts-comptables comme chargés d'enquêtes, n° 2388. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée Nationale à M. Jan Masaryk, Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, n° 3747. — Le 4 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'École polytechnique, n° 3640. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au Ministre de l'Éducation nationale un contingent spécial de croix dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition du centenaire de la Révolution de 1848, n° 4159. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, n° 4160. — Le 8 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier les limites d'âge des lieutenants, capitaines et chefs d'escadron dans la gendarmerie nationale, n° 4477.

Interventions :

Secrétaire d'âge [28 novembre 1946] (p. 1). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 20 mai 1947 (*Différend avec M. Casanova*) [22 mai 1947] (p. 1710). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 130 septièmes: *Son article additionnel en vue d'étendre aux veuves de guerre, l'exonération des droits scolaires et universitaires* [30 mai

1947] (p. 1844); Etat A: FINANCES, Chap. 101: *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel auxiliaire et contractuel* [11 juillet 1947] (p. 2980); *Le retire* (ibid.); Chap. 124: *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel contractuel* (p. 3006, 3007); *Le retire* (ibid.); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100: *Son amendement tendant à réduire les crédits pour traitements du personnel d'administration* [16 juillet 1947] (p. 3049); *Le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 108: *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel nécessité par la division des services de la Santé publique et de la population* [17 juillet 1947] (p. 3126); *Le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 403: *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour participation de l'Etat aux dépenses de personnel des services de logement* [19 juillet 1947] (p. 3262); *Le maintient en le modifiant* (p. 3262, 3263). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel: *Son amendement tendant à appliquer en 1946 les articles 47 et 48 de la loi du 31 décembre 1945* [1^{er} août 1947] (p. 3859); *Son amendement tendant à créer une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations* (p. 3873). — Est entendu au cours du débat: sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à ramener le chiffre des fonctionnaires à celui du 1^{er} septembre 1959* [23 juin 1947] (p. 2359); *Le retire* (ibid.); Art. 5: *Renvoi de la discussion* (p. 2366); Art. 22: *Son amendement tendant à admettre la preuve contraire pour l'évaluation forfaitaire du revenu imposable* (p. 2377); — sur l'absence des ministres intéressés devant répondre à des questions orales [18 juillet 1947] (p. 3176). — Intervient dans la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les mois d'août et septembre 1947 (Budget ordinaire, dépenses militaires): *Demande de discussion d'urgence* [31 juillet 1947] (p. 3752); — d'une proposition de loi relative à la restitution des automobiles réquisitionnées: *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [31 juillet 1947] (p. 3759, 3760). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi fixant le budget extraordinaire de l'exercice 1947 (*Dépenses militaires*) AIR, Etat A, Chap. 800; *Son amendement*

tendant à augmenter les crédits pour la reconstruction des bases aériennes [6 août 1947] (p. 3962); Chap. 900: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les travaux et installations des bases aériennes (p. 3963); Le retire (ibid.); Chap. 901: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières (p. 3963, 3964); Le retire (ibid.); Etat B, Chap. 800: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour reconstruction des bases aériennes (p. 3964); Le retire (ibid.); Chap. 900: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations des bases aériennes (p. 3965); Le retire (ibid.); Chap. 901: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières (p. 3965); Le retire (ibid.); Chap. 904: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour le matériel de série de l'air (p. 3966); Etat C, Chap. 901: Son amendement tendant à élever les crédits pour la construction de nouveaux modèles (p. 3966); Le retire (ibid.); Chap. 902: Son amendement tendant à élever les crédits pour l'équipement industriel (p. 3767); Etat E, Chap. 800: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour la reconstruction des bâtiments (p. 3967); Chap. 900: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières (p. 3967); Le retire (ibid.); Chap. 901: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux neufs (p. 3968); Chap. 902: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour équipement industriel (p. 3968); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 903: Service cinématographique des armées [9 août 1947] (p. 4152). — Intervient dans la discussion: du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet [10 août 1947] (p. 4197); — du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires; Art. 4: Amendement de M. Villon tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant agi contre la résistance (Obstruction prétendue du groupe communiste) [12 août 1947] (p. 4274). — Est entendu pour un rappel au règlement: Solution de la question des abstentions volontaires [22 décembre 1947] (p. 6173). — Prend part à la discussion: du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis: Amendements de MM. Pleven et Devinat tendant à prévoir la réduction du nombre des fonction-

naires [22 décembre 1947] (p. 6158); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A: TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - SECTION III, Chap. 915: Matériel aéronautique [25 février 1948] (p. 1100); P. T. T.; Etat C, Chap. 902: Matériel électrique et radio-électrique (p. 1103); Art. 12: Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 1113); Le retire (ibid.); Art. 13: Son amendement tendant à réduire les crédits prévus pour Air-France (p. 1113); Le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1122). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Longueur des séances de nuit) [6 mars 1948] (p. 1455). — Prend part à la discussion de propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er}: Amendement de M. Viollette tendant à permettre l'exonération en souscrivant à plusieurs tranches de l'emprunt [6 mars 1948] (p. 1458, 1461); Son rappel au règlement (modifications de votes pendant le pointage) [6 mars 1948] (p. 1461, 1462); Sa motion d'ordre [7 mars 1948] (p. 1502). — Dépose une demande d'interpellation sur la distribution de 300 tonnes de sucre polonais aux grévistes en novembre 1947 [11 mars 1948] (p. 1675). — Est entendu sur: le procès-verbal de la séance du 6 mars 1948 (rectification de votes pendant le pointage) [16 mars 1948] (p. 1729); — une motion d'ordre (Débat sur les crédits militaires) [17 mars 1948] (p. 1845). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948: Explications de vote sur l'ensemble (Sa lettre à la S. N. C. A. S. O.) [18 mars 1948] (p. 1961, 1962). = S'excuse de son absence [4 juillet 1947] (p. 2737), [21 juillet 1947] (p. 3283), [26 février 1948] (p. 1134), [2 juin 1948] (p. 3096), [17 mai 1949] (p. 2536). — Obtient des congés [4 juillet 1947] (p. 2737), [21 juillet 1947] (p. 3283), [26 février 1948] (p. 1134), [2 juin 1948] (p. 3096), [17 mai 1949] (p. 2536). = Donne sa démission de Député [13 octobre 1949] (p. 5764).

BOUHEY (M. Jean), Député de la Côte-d'Or.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre: de la Commis-